



www.ecologielibérale.ch

Communiqué de presse

26 février 2009

Ecologie libérale répond à la consultation de la Confédération sur la révision de la loi sur le CO₂

La variante «Objectifs climatiques contraignants» prévoit une réduction de 20% essentiellement dans le pays – dont une part à l'étranger – et s'inspire des objectifs de l'UE. La variante «Etapes contraignantes en vue de la neutralité climatique» met l'accent sur les mesures à l'étranger et prévoit la compensation totale des émissions nationales par des certificats étrangers au plus tôt à l'horizon 2030.

Ecologie libérale soutient l'initiative pour le climat qui demande à ce que la Suisse diminue de 30% ses émissions de gaz à effet de serre d'ici 2020. De ce fait, il est pour nous inacceptable que la Confédération n'atteigne pas cet objectif minimum. C'est une exigence politiquement viable et acceptable. Elle est corroborée par une nouvelle étude de McKinsey&Company qui indique que la Suisse peut économiser même 40% des coûts négatifs liés aux émissions. Nous ne sommes pas opposés au fait de diminuer en plus de nos 30% des émissions supplémentaires par l'achat de certificats à l'étranger.

Selon Lord Nicholas Stern, l'ancien économiste en chef de la Banque Mondiale, le coût des mesures de réduction des gaz à effet de serre sera jusqu'à dix fois inférieur aux coûts occasionnés par les conséquences du changement climatique, si rien n'était entrepris pour enrayer le réchauffement climatique. Toutes les nouvelles études portant sur la Suisse montrent également que les deux secteurs les plus concernés par les émissions des gaz à effet de serre (bâtiments et trafic automobile) ont un énorme potentiel de réduction. D'un point de vue économique, ces secteurs comportent même des bénéfices. La Suisse se tirerait une balle dans le pied en n'exploitant pas systématiquement ce potentiel. Finalement, la Suisse a un intérêt primordial à réduire sa dépendance vis-à-vis de l'étranger en évitant d'importer de l'énergie sous forme fossile, ce qui baisserait aussi le flux de pétrodollars sortant du pays.

Une politique climatique ambitieuse présente des avantages tant écologiques qu'économiques.

Nous regrettons que le rapport mis en consultation ne relève pas ce point essentiel. Il est même tendancieux et laisse sous entendre que les effets économiques sont négatifs pour notre pays. Ceci pour plusieurs raisons dont le fait que l'on n'a guère tenu compte des avantages d'un ralentissement du changement climatique et des bénéfices économiques et sur l'emploi des différentes mesures comme par exemple celles qui visent le bâtiment.

On peut supposer qu'une étude sérieuse sur les effets économiques induits par une politique climatique optimale de la Suisse parviendrait à la conclusion que la réduction de 40% de la production indigène de CO₂ serait très bénéfique au pays. Nous attendons du gouvernement qu'il produise une telle étude afin qu'il puisse faire le bon choix pour notre pays.

Pour plus de renseignements:

Isabelle Chevalley, présidente d'Ecologie libérale, 079/6279230